

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 15/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALPHA (VEOLIA)**

zone industrielle Sandgrube

67560 Rosheim

Code AIOT : 0006704098

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement ALPHA (VEOLIA) implanté zone industrielle Sandgrube - 67560 Rosheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

respect de la mise en demeure du 20/10/2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALPHA (VEOLIA)
- zone industrielle Sandgrube 67560 Rosheim
- Code AIOT : 0006704098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société exploite une plateforme de tri, transit et regroupement de déchets et une déchetterie à usage professionnel.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 22/10/2022, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection considère que la qualité du rejet au milieu est revenu à la conformité.  
L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/10/2022 est respecté et peut être levé.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/10/2022, article 1
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, rejets eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société [...] est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois [...], les dispositions [...] de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 01/10/2019 : "l'effluent respecte les valeurs limites suivantes au point de rejet n°2 [...]."
<b>Constats :</b>  L'exploitant collecte l'ensemble de ses eaux de ruissellement via un réseau d'eau pluviale. Celles provenant des zones stockage sont acheminées vers 2 bassins (haut et bas). Les bassins ne fonctionnent que si la pluviométrie est régulière ou importante. Un niveau minimal est requis pour permettre la vidange gravitaire du bassin « haut » vers le bassin « bas ». Elles rejoignent les eaux provenant des toitures et de l'aire de circulation en avant des bâtiments. L'ensemble de ces eaux est ensuite envoyé dans un séparateur débourbeur/déshuileur avant rejet dans le milieu naturel au niveau du point n°2.  Lors de la visite d'inspection du 30 mai 2022, il a été constaté que les rejets du point n°2 présentent des dépassements des concentrations maximales pour les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• DCO ;</li><li>• DBO5 ;</li><li>• MEST ;</li><li>• AOX ;</li><li>• Indice phénol ;</li><li>• azote NTK ;</li><li>• ammonium.</li></ul> La température n'est pas mesurée comme prescrit. Ces constats ont abouti à la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, signé en 20 octobre 2022.  Une nouvelle inspection a lieu le 4 octobre 2023. Il est constaté que l'exploitant a effectué plusieurs travaux sur ses installations : <ul style="list-style-type: none"><li>• curage de l'ensemble de son réseau de collecte ;</li><li>• augmentation de la fréquence de nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures (semestrielle à trimestrielle) ;</li><li>• remplacement des cassettes de filtration autour de l'obturateur ;</li><li>• réparation des parois du séparateur d'hydrocarbures.</li></ul> Des analyses intermédiaires ont été réalisées en avril et juillet 2023. Elles montrent les mêmes dépassements à l'exception des paramètres AOX et indice phénol.

L'exploitant a poursuivi ses investigations et remplacé un dispositif de réduction du débit des effluents, en septembre 2023. En l'absence d'épisodes pluvieux, l'exploitant n'a pas été en mesure de procéder à des analyses des rejets pour vérifier l'efficacité de ces travaux.

Par courriel du 16 novembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les analyses effectuées en novembre 2023. Ce rapport d'analyse montre toujours des dépassements pour les paramètres DCO, DBO5, MEST, azote NTK et ammonium. Néanmoins les dépassements sont moins importants que ceux mesurés en mai 2022.

Par courrier du 20 octobre 2023, l'exploitant a demandé, un délai supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2023, pour finaliser les travaux d'amélioration. Il le justifie par l'absence d'épisodes pluvieux pendant l'été 2023 ne permettant des prélèvements pour analyses. Ceux-ci sont nécessaires pour évaluer l'efficacité des travaux.

L'inspection a constaté la présence des équipements suivants :

- bassin « haut » ;
- bassin « bas »
- séparateur débourbeur/déshuileur.

L'exploitant a présenté les fiches d'intervention sur les ouvrages de prétraitement :

- séparateur 1/1bis ;
- séparateur station hydrocarbure ;
- séparateur 2 ;
- bassin « haut » ;
- avaloirs du site.

Les fréquences d'entretien sur ces ouvrages sont trimestrielles depuis 2023 à l'exception du bassin et des avaloirs qui sont entretenus annuellement.

Les pompes de relevage du bassin « bas » ont été déconnectées depuis le 22 décembre 2023. Depuis cette date, il n'y a plus de rejet en provenance du bassin « bas » vers le milieu naturel. Les eaux de ce bassin sont pompées pour rejet dans une station d'épuration. 523 m<sup>3</sup> ont été pompés en 2024. 428 m<sup>3</sup> ont été pompés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le 14 août 2025. Les eaux actuellement rejetées au point n°2 sont celles provenant des toitures et de l'aire de circulation en avant des bâtiments.

Pour palier à la difficulté de prélèvement, tributaire de la pluviométrie, l'exploitant a installé un seau suspendu au niveau du point de prélèvement n°2 (correspondant au rejet n°2). Il est sous la conduite d'alimentation et permet de collecter les eaux en cours d'évacuation. Ceci permet d'augmenter la plage de prélèvement. La présence de ce dispositif a été constatée par l'inspection.

Les analyses du point n°2 en 2025 montrent :

- en février 2025 :
  - un léger dépassement en DCO (130 mg/l pour une concentration maximale autorisée de 100 mg/l) ;
  - un dépassement en ammonium (2 mg/l pour une concentration maximale autorisée de 0,5 mg/l).
- l'absence de rejet en mai 2025 ;
- l'absence de rejet en août 2025 ;

- un dépassement en MES (68 mg/l pour une concentration maximale autorisée de 25 mg/l) en septembre 2025 ;
- l'absence de rejet en novembre 2025 ;

Les analyses ne montrent pas 2 dépassements consécutifs.

L'inspection considère que la qualité du rejet au milieu est revenue à la conformité.

La mise en demeure peut être levée.

**Type de suite proposée :** Sans suite

**Proposition de suite :** Levée de mise en demeure

\*\*\*\*\*

